

DEROULEMENT DES PROCEDURES CRIMINELLES

(Audience du 23 avril 2008)

- Le public est présent dans la salle d'audience.
- Les parties civiles et leurs co-avocats, de même que la personne mise en examen et ses co-avocats, sont présents dans la salle d'audience
- Le greffier national fait lecture du Règlement régissant l'audience.
- *Premier son de cloche* : Les co-procureurs entrent dans la salle d'audience.
- HUIT PHOTOGRAPHES entrent dans la salle d'audience.
- *Second son de cloche* : Le greffier invite l'assistance à se lever en annonçant « la Cour ». Les juges entrent dans la salle d'audience.
- Le Président invite l'assistance à s'asseoir.
- LES PHOTOGRAPHES quittent la salle.

Déclaration du président

Au nom du Peuple cambodgien et des Nations Unies, la Chambre préliminaire des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens annonce l'audience de l'affaire portant le numéro 002/19-09-2007-CETC/BCJI (CP04) datée du 14 décembre 2007 dans laquelle :

- 1- La personne mise en examen KHIEU Samphan, alias HEM, de nationalité cambodgienne, de sexe masculin, né le 27 juillet 1931, dans la commune de Rom Chek, district de Rom Duol, province de Svay Rieng, résidant avant son arrestation dans le village de Kon Khtong, quartier O Tavao, district de Pailin, ville de Pailin, Cambodge, fils de Khieu Long (père) et de Por Kong (mère).
- Est mis en examen pour crimes contre l'humanité et infractions graves aux Convention de Genève du 12 août 1949, soit des crimes visés aux articles 5, 6, 29 (nouveau) et 39 (nouveau) de la Loi sur la création des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens du 27 octobre 2004

Avocats de la défense : -Me SAY Bory
-Me Jacques VERGES

- 2- Quatre parties civiles représentées par :
 - Me HONG Kim Suon
 - Me LOR Chunthy
 - Me NY Chandy
 - Me Silke STUDINSKY

Le Président demande au greffier :

Les participants sont-ils tous présents ?

Déclaration du Président

Sont présents à l'audience de ce jour,

1. Monsieur le juge Prak Kimsan, Président
2. Monsieur le juge Rowan Downing
3. Monsieur le juge Pen Pichsaly
4. Madame la juge Katinka Lahuis
5. Monsieur le juge Huot Vuthy

- Monsieur le juge Pen Pichsaly (juge réserviste)

Greffiers : - M. Chuon Sokreasey
 - Mme Anne-Marie Burns

Co-procureurs : - Me Chea Leang
 - Me Alexander Bates

Le Président invite la personne mise en examen à se lever face aux juges

Nom ? Pseudonyme ? Âge ? Nationalité ? Lieu de naissance ? Profession ? Dernière adresse avant son arrestation ? Nom du père ? Nom de la mère ? Nom de son épouse ? Nombre d'enfants ? Nom des avocats de la défense ?

Le président lit les droits de la personne mise en examen (Règle 21 1) D))

Conformément à l'article 21 1) d) du Règlement intérieur, la personne mise en examen est informée par la présente que :

- elle est présumée innocente tant que sa culpabilité n'aura pas été établie,
- elle a le droit d'être informé de toutes les charges portées contre elle,
- elle a le droit d'être défendu par l'avocat de son choix ; et,
- elle a le droit de garder le silence.

Le Président invite le juge co-rapporteur à lire le Rapport d'examen

- Le juge national fait lecture du Rapport d'examen.
- Le Président demande au public et à toute personne qui n'est pas directement impliquée dans les procédures de quitter la salle de cour.

SÉANCE À HUIS CLOS

Le Président invite la personne mise en examen à se devant les juges

Le Président demande à la personne mise en examen si elle souhaite faire une déclaration relativement à l'appel qu'elle a logé ou si elle préfère que ses co-avocats parlent en son nom.

Les juges peuvent interroger la personne mise en examen

Le Président invite les co-avocats de la personne mise en examen à présenter de brèves observations relativement à l'appel

(durée maximale de 1heure 30 minutes, qui peut être divisée entre les co-avocats comme ils le jugent approprié)

Le Président invite les co-procureurs à présenter de brèves observations relativement à l'appel

(durée maximale de 1heure 30 minutes, qui peut être divisée entre les co-procureurs comme ils le jugent approprié)

Le Président invite les co-avocats des parties civiles à présenter de brèves observations relativement à l'appel

(durée maximale de 1heure, qui peut être divisée entre les co-avocats comme ils le jugent approprié)

Le président autorise des répliques

Les juges peuvent poser des questions

Le président demande à la personne mise en examen si elle souhaite ajouter quelque chose

Le président annonce la fin de l'audience

Le Président donne des indications quant aux prononcé de la décision

Le Président ordonne au service de sécurité de raccompagner la personne mise en examen au centre de détention